

Japon

Objectif immigration zéro

Considérés comme incapables de s'adapter à la culture du pays, les migrants ne sont pas les bienvenus. Et cela, malgré le spectre du déclin démographique.



Le Japon est, depuis longtemps, l'un des pays les plus fermés au monde. Les immigrants, c'est-à-dire les étrangers présents pour un séjour excédant les trois mois autorisés sans visa, sont principalement chinois (31 %) et coréens (25 %), ainsi que brésiliens, philippins et vietnamiens. À la fin de 2013, ils étaient un peu plus de 2 millions, soit à peine 1,6 % d'une population de 127 millions d'âmes. À titre de comparaison, les résidents étrangers représentent en moyenne presque 13 % de la population des pays de l'OCDE. Seul le Mexique (moins de 1 %) fait pire que le Japon. Tokyo est aussi avare en naturalisations. En 2013, 8 600 ressortissants étrangers ont obtenu la nationalité japonaise – soit dix fois moins qu'en France, où on comptabilisait 97 000 naturalisations la même année. Enfin, sur les 5 000 demandes d'asile reçues en 2014, le Japon n'a accordé le statut de réfugié qu'à 11 personnes.

Accepter davantage d'immigrants serait pourtant une solution au grave déclin démographique de l'archipel. Au cours des cinq prochaines décennies, la population en âge de travailler devrait diminuer de moitié, passant de 81,7 millions en 2010 à 44,2 millions en 2060. Parallèlement, les personnes

âgées de 65 ans et plus devraient constituer 40 % de la population. Mais en dépit des pressions du patronat, le Premier ministre Shinzo Abe se refuse à ouvrir les frontières et préfère inciter les femmes à travailler – au Japon, elles sont 60 % à quitter leur emploi après la naissance de leur premier enfant.

DES SÉJOURS À DURÉE LIMITÉE

« Dans les pays qui ont accepté l'immigration, il y a eu beaucoup de frictions, beaucoup d'insatisfaction, de la part à la fois des nouveaux arrivants et de la population déjà présente dans le pays », a justifié Shinzo Abe en mai 2014. « Nous souhaitons que les étrangers travaillent et gagnent de l'argent pour une période de temps limitée, puis qu'ils retournent chez eux », avait-il clairement expliqué un mois plus tôt. Une vision très utilitariste de l'immigration illustrée par les *nikkei*, les Brésiliens descendants de Japonais. Dans les années 1980, quand la croissance japonaise manquait de main-d'œuvre, l'archipel a facilité leur arrivée – sans pour autant leur accorder une citoyenneté à part entière. Cette population a crû rapidement, jusqu'à atteindre 200 000 personnes en 2000. Mais après la crise de 2009, nombre de contrats n'ont pas été renouvelés et les Brésiliens se sont vu simplement offrir une aide au retour.

DEUX SIÈCLES D'ISOLEMENT

Cette réticence vis-à-vis de l'immigration puise ses sources dans une longue histoire, marquée par un refus constant de toute domination étrangère. « Le Japon n'a pas eu l'habitude de voir passer des populations qui affluent par vagues, comme en France. C'est l'un des rares pays au monde à n'avoir jamais été colonisé et, en Asie, à avoir échappé aux Mongols », rappelle Marc Humbert, directeur adjoint du Centre de recherche de la culture japonaise de Rennes. Les Japonais refusent même de reconnaître qu'ils viennent d'ailleurs, qu'au moins une partie de la population est

À LIRE

■ *Le Japon, pays d'immigration ?*, collectif, revue Hommes & Migrations, n° 1302, 2013. Comment la société japonaise fait face aux débats polémiques sur l'ouverture ou non des frontières et sur l'identité nationale.

L'ASILE ACCORDÉ... À TROIS SYRIENS

■ Depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, trois ressortissants syriens ont obtenu le statut de réfugié au Japon sur les 60 qui en avaient fait la demande. « Avant d'accepter des immigrants ou des réfugiés, nous avons besoin de plus d'activités pour les femmes, les personnes âgées, et nous devons élever notre taux de natalité », a justifié le Premier ministre Shinzo Abe en septembre 2015, lors d'une conférence de presse à New York. Tokyo s'est toutefois engagée à verser 1,5 milliard de dollars pour les réfugiés d'Irak et de Syrie et à soutenir les efforts de paix au Proche-Orient et en Afrique du Nord.



RICHARD JONES/REX

originale du continent. » De 1635 à 1854, sous la dynastie du shogunat des Tokugawa, le Japon a limité drastiquement ses échanges avec les étrangers et interdit à ses ressortissants de quitter l'archipel. Il a continué de commercer avec le monde extérieur par l'intermédiaire de marchands étrangers qu'il a confinés dans des comptoirs, tels les Hollandais à Nagasaki, mais s'est retranché derrière un rideau de fer quasi infranchissable. Les Occidentaux parlent de *sakoku*, de « pays fermé », « cadennassé ». Ces deux siècles d'isolement ont pris fin en 1853, quand la flotte américaine commandée par Matthew Perry a obligé le Japon à s'ouvrir aux étrangers et à adopter brusquement la civilisation occidentale conduisant à la révolution Meiji. « Il ne s'agissait plus de se fermer vis-à-vis de l'étranger mais d'aller l'agresser », relève Marc Humbert. En quelques décennies, un discours s'est élaboré sur l'essence culturelle propre du Japon.

« La réticence à accueillir des étrangers est aussi politique », analyse Pauline Cherrier, de l'Institut de recherches asiatiques, à Marseille. L'affirmation selon laquelle il n'y a pas d'immigration au Japon est à nuancer : les rapports avec la Chine n'ont jamais cessé, des travailleurs coréens sont venus en grand nombre quand la Corée a été annexée en 1910 et les

■ S'il faut avoir recours à des étrangers, autant qu'ils soient un peu japonais. Le pays a ainsi facilité la venue de Nippo-Brésiliens, avant de leur offrir... un billet de retour !

Américains ont occupé le pays après la Seconde Guerre mondiale. Mais la littérature a souvent associé le miracle économique de l'après-guerre à une spécificité nippone : un pays qui s'est reconstruit de lui-même, sans faire appel à de la main-d'œuvre étrangère. Ces théories baptisées *nihonjin-ron* influencent toujours considérablement les Japonais. »

LE FANTASME DE L'HOMOGENÉITÉ

Même si des associations se battent pour l'accueil des étrangers, les citoyens se montrent plutôt anxieux à l'idée de vivre parmi des gens qui ont un mode de vie, une langue et une religion différente. « On les accuse en général de tous les maux », détaille Marc Humbert. Ce n'est pas tant parce qu'ils sont étrangers que parce qu'ils ne peuvent pas vivre comme des Japonais : ils ne savent pas se tenir ; ils sont bavards, ils ne rangent pas bien leurs poubelles, ils ne participent pas aux *chōnaikai* (associations de quartier)... » Certains affichent un attachement à une identité unique et homogène, source de la grandeur du Japon, que l'immigration dégraderait. « Le Japon est une nation, une civilisation, une langue, une culture, une race », résumait en 2005 Taro Aso, alors ministre des Affaires intérieures et de la Communication. ■

RAFAËLE BRILLAUD, À KYOTO